

Congrès de Villeurbanne

Militantes et militants de Europe

« La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. » (François MITTERRAND)

« Nous, socialistes, sommes européens de cœur et de raison » (texte d'orientation pour les élections européennes de 2019)

Et pourtant...

Et pourtant, militantes et militants, rebutés par la complexité du fonctionnement communautaire, et par la faible visibilité locale de ses réalisations, se sentent peu concernés par ce qu'ils considèrent être une affaire de spécialistes,

Et pourtant, militantes et militants ont peu entendu parler du PSE (Parti socialiste européen) et participent rarement aux événements qu'il organise,

Et pourtant, militantes et militants sont très rarement appelés, par leurs sections, à se mobiliser sur des enjeux européens à l'exception, une fois tous les 5 ans, des élections au Parlement européen,

Rapprocher l'Europe du cœur des militantes et des militants, telle est l'ambition de cette contribution qui propose un ensemble d'initiatives concrètes à différents niveaux.

*

Faire vivre une réelle entité politique socialiste et sociale-démocrate au niveau européen

Initialement conçu essentiellement comme un lieu de discussion entre les partis nationaux qui en sont membres, le PSE a progressivement mis en place un réseau d'activistes, un réseau de jeunes (YES – Young European Socialists), une organisation dédiée au droit des femmes et à l'égalité femme – homme (PES Women) ainsi qu'une fondation politique (FEPS, Foundation for European Progressive Studies). Pour être pleinement efficaces, ces structures doivent interférer beaucoup plus fortement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates nationaux que ce n'est le cas aujourd'hui. Ceci nécessite une réflexion approfondie sur le fonctionnement même du PSE, parfois perçu comme travaillant en vase clos.

Nous souhaitons œuvrer pour donner au PSE une réelle stature de parti. Sans nier les différences d'approche nationales, ni méconnaître les difficultés de mise en place d'une structure politique supranationale, nous devons faire en sorte que le PSE :

- Adopte un fonctionnement plus transparent,
- Reflète la transformation de la famille politique sociale-démocrate européenne, ses nouveaux combats et se renouvelle comme l'ont fait au plan national de nombreux partis adhérents,
- S'organise pour permettre aux partis membres, qui le désirent, de consulter leurs militants sur les textes fondamentaux qu'il adopte. En ce sens, une attention toute particulière doit être portée à l'organisation du prochain congrès du PSE prévu à Berlin en juin 2021
- S'empare de quelques sujets clés sur lesquels il devienne un interlocuteur politique reconnu, au niveau européen, des forces syndicales, associatives, culturelles, des ONG et des entités de la société civile.

Pour porter ce difficile combat, Le parti socialiste français doit, d'une part accroître son influence au sein du PSE que ce soit dans ses instances politiques ou dans son organisation administrative, et d'autre part s'organiser en interne pour dégager des moyens suffisants pour impulser et suivre ce chantier.

Le congrès du PSE de juin 2021 doit être celui du renouveau politique. C'est pourquoi le PS élaborera dans la foulée de son propre congrès, une contribution des socialistes français centrée autour de 8 principes :

- Le rassemblement européen de la gauche et de l'écologie,
- Un PSE force militante transnationale, appuyée sur les activités et les citygroups, capable de mener des campagnes citoyennes et de mobiliser pour gagner ses combats,
- Une reformulation du projet socialiste européen autour du well-being alliant droits sociaux et fondamentaux, égalité notamment entre femmes et hommes, qualité de vie et écologie, émancipation par l'égalité et la culture,
- Un agenda européen des coopérations, centré sur le green deal, les solidarités, et l'investissement dans le développement humain, financé par des ressources propres, et rendu possible par une nouvelle approche de la gouvernance économique de l'Union,
- La justice climatique, pour faire de la transition écologique un chemin de réduction des inégalités,
- Les solidarités humaines et territoriales pour renforcer le processus de convergence au sein de l'UE,
- Le contrôle citoyen des usages du numérique, sujet sur lequel nous demandons au PSE de structurer rapidement une réflexion transversale.
- La contribution de l'Europe à la construction d'une autre mondialisation et à la paix.

Rendre le PSE et les partis affiliés, visibles et attractifs pour les militants

Nous recommandons que soient désignés, au niveau national, des référentes et référents PSE. Ce ou ces camarades constitueront, de façon permanente, l'interface avec le PSE. Ils pourront être saisis ou consultés par les fédérations et les sections. Ces référentes et référents feront partie de la délégation française aux congrès du PSE.

Le parti socialiste doit inciter ses militants à devenir activistes du PSE, mettre en valeur les événements qu'il organise, par exemple ceux des Citygroups, les colloques de la FEPS, et travailler à en susciter de nouveaux. Le PSE et les groupes socialistes des institutions européennes encouragent, financent et valorisent fortement ces initiatives, il nous appartient donc de nous en saisir pour animer nos fédérations et nos territoires.

Vivre l'Europe, c'est aussi connaître des militants de partis frères et pouvoir dialoguer avec eux. Plusieurs fédérations ont des jumelages avec leurs pairs d'autres pays européens. Nous recommandons aux sections situées dans des villes possédant des jumelages officiels actifs, d'entrer en contact avec les sections des partis socialistes de ces villes. Les départements et régions gouvernés par la gauche pourraient proposer des regroupements de jumelages afin de leur donner une taille critique qui leur permette de dépasser le simple voyage annuel de rencontre.

De même que nous disposons d'une fédération française de l'étranger et de sections PS dans diverses villes du monde, les partis affiliés au PSE, et notamment le PSOE, le SPD, le Parti démocrate italien et le Parti socialiste portugais ont des sections dans plusieurs villes de France. Non seulement, leurs militants peuvent agir à nos côtés dans des activités et des combats locaux, mais des réflexions communes sur des sujets européens enrichiront notre vision et contribueront à une approche commune des partis représentés. Maintenir, renforcer ou créer des liens avec les entités françaises du Labour ne doit pas non plus être négligé.

Certains articles ou newsletters du PSE pourraient aussi être traduits en français et diffusés par le parti. Nous proposons également de monter une plateforme de traduction pour mettre à disposition des militantes et des militants les débats politiques qui traversent l'Europe et les publications de la famille socialiste et sociale-démocrate.

Pour le parti socialiste, rendre visible L'Europe sociale-démocrate

Aujourd'hui, ceux qui veulent s'informer ou agir sur les problématiques européennes le peuvent. La lettre publiée chaque semaine par la délégation française au Parlement européen est excellente. Il existe des kits de formation, certaines fédérations ont des jumelages ou participent à des actions transfrontières.

Nous devons commencer par valoriser et amplifier ce qui existe :

- La ou le secrétaire fédéral Europe au niveau de chaque fédération,
- L'existence d'une Commission Europe dans chaque fédération ouverte à l'ensemble des militantes et des militants et focalisée sur les problématiques européennes,

- Un « réseau Europe », constitué autour du secrétaire national à l'Europe, ouvert aux militant.e.s, qui facilite l'échange de bonnes pratiques entre les différentes fédérations, propose des outils ou des actions nationales et participe à la définition des orientations européennes du parti,
- La grande disponibilité des membres de la délégation française au Parlement européen et des membres du Comité européen des régions pour intervenir dans les sections ou les fédérations.

Mais se limiter à des structures et des canaux de communication dédiés Europe, contribue à laisser penser que les questions européennes sont affaire de spécialistes et donc à les exclure des préoccupations fondamentales des militantes et des militants.

Or, nous devons insuffler l'angle européen dans tous les travaux menés par le PS. La prise en compte des politiques européennes, de leurs perspectives, des combats menés à Bruxelles, s'imbriquent totalement avec nos actions nationales. Par exemple, nous refusons avec force une renationalisation, même partielle de la PAC, car elle reviendrait à créer une concurrence néfaste entre les Etats-membres. Nous avons aussi beaucoup à apprendre en comparant les expériences menées dans leur pays par nos partis frères avec les nôtres.

Pour que le militantisme européen vive au sein du PS, il faut beaucoup plus intimement arrimer l'Europe au fonctionnement interne du parti.

Nous souhaitons tout d'abord mettre en réseau les élu.e.s Europe des régions et des villes avec les membres français du Comité Européen des Régions et mieux relayer les événements organisés par le Comité

Nous demandons à ce que les moyens de communication du parti (newsletter, réseaux sociaux, interviews, ...) accordent une place plus importante aux sujets européens. Ceci doit passer par plusieurs types d'actions :

- Sensibiliser sur la situation dans d'autres pays européens :
 - Relayer –fortement- certaines campagnes nationales de partis frères (par exemple sur l'avortement ou les droits LGBT en Pologne)
 - Informer sur les élections qui se déroulent dans les pays européens. Tout n'a évidemment pas la même importance mais il est impossible de se désintéresser de scrutins aussi clefs pour la gauche européenne que les récentes élections régionales italiennes (où l'extrême droite a failli conquérir des régions clés) , ou les municipales à Vienne (Autriche) qui ont vu la déroute de l'extrême droite.
- Aménager, dans nos outils numériques, une section européenne ouverte aux militants des autres partis du PSE. Ce n'est pas la même chose d'avoir une section européenne dans la plateforme du PS et d'avoir une structure dédiée Europe dépendant d'un think tank ou de groupes spécialisés,

- Replacer, lorsque c'est possible et pertinent, les luttes en France dans le contexte européen (par exemple sur les réglementations environnementales et écologiques européennes et les « accommodements » pris par le gouvernement français),
- Mettre en valeur les initiatives « européennes » des sections et des fédérations et leurs retours d'expérience,
- Editer et mettre en ligne un guide de ressources pour l'organisation d'évènements européens dans les fédérations afin de faciliter et d'encourager des moments de débats militants autour des grands enjeux européens.

Enfin, le parti aurait avantage à accueillir au sein de l'équipe permanente nationale, pour des durées significatives, des membres ou des permanents de partis frères. C'est un moyen efficace de créer des liens de long terme. Un effort particulier pour les partis des anciens pays du bloc soviétique serait souhaitable.

Faire mener par les militantes et les militants des combats européens en utilisant l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE)

Nous sommes convaincus que certains combats ne peuvent se mener efficacement qu'au niveau européen et pourtant, ces combats-là, soit nous les menons sans force militante, soit nous nous concentrons sur leur partie purement nationale.

Créée par le traité de Lisbonne l'Initiative Citoyenne Européenne donne un droit d'initiative politique direct aux citoyens européens à condition qu'ils soient au moins un million provenant de 7 pays européens. C'est avec le support d'une ICE que le sujet du glyphosate a été abordé par la Commission européenne. Cet instrument de démocratie directe reste cependant peu connu et de mise en œuvre difficile. Seules six initiatives ont abouti depuis 2012. La dernière, en septembre 2020, concerne les animaux en cage.

Avec l'appui de ses partenaires européens et des acteurs associatifs nationaux, le Parti socialiste peut porter, grâce à une ICE, des thèmes majeurs écologiques ou sociaux, comme par exemple la protection européenne des consommateurs, l'indemnisation des victimes de fraude, ou la survie des abeilles.

Parallèlement nos élus au Parlement européen peuvent demander une simplification du processus et une extension du champ de l'Initiative Citoyenne Européenne.

*

L'idée européenne est sortie de l'abstraction. Une conscience civique européenne est en train d'apparaître en particulier chez les jeunes. Certains d'entre eux sont déjà dans un réseau international, mais ce sentiment ne doit pas être uniquement le fait des élites. Nous devons faire en sorte qu'il soit partagé et accessible à tous. Les moyens du parti doivent être utilisés

pour que chaque militante, chaque militant, puisse faire sienne la construction européenne avec ses combats, ses échecs et ses avancées et avoir envie de s'engager personnellement, à son niveau, pour bâtir une Europe qui renforce les droits démocratiques et humains, développe une économie sociale et lutte pour la préservation de la planète.

Signataires :

Christophe Clergeau, secrétaire national à l'Europe, conseiller régional des Pays de la Loire, membre du Comité européen des régions ;

Sylvie Guillaume, députée européenne, présidente de la délégation de la gauche sociale et écologique au Parlement européen ;

Éric Andrieu, député européen ;

Nora Mebarek, députée européenne ;

Christophe Rouillon, président du groupe socialiste au Comité européen des régions, maire de Coulaines ;

Karine Gloanec Maurin, présidente de la communauté de communes du Perche, secrétaire fédérale à l'Europe et la ruralité (41) ;

Rémi Féraud, sénateur de Paris, premier secrétaire fédéral ;

François Comet, secrétaire fédéral à l'Europe et l'international (75) ;

Cécilia Gondard, première secrétaire fédérale FFE, secrétaire nationale à l'égalité entre les femmes et les hommes ;

Isabelle Boudineau, vice-présidente de la région Nouvelle-Aquitaine, membre du Comité européen des régions ;

Myriam El Yassa, secrétaire nationale en charge de la lutte contre les discriminations ;

Jean-Marie Biliato, secrétaire fédéral à l'Europe (84) ;

Arthur Moinet (44) ;

Gaston Laval (75) ;

Dylan Laplace Mermoud (75) ;

Lucie Solem, adjointe au maire du 11e arrondissement de Paris chargée des questions européennes ;

Philippe Harquet, secrétaire fédéral à l'Europe (59) ;

Florent Sinicco (75) ;

Charlotte Picard (57) ;

Michael Vincent, secrétaire fédéral à l'Europe (FFE) ;

Céline Hervieu, conseillère de Paris déléguée à la petite enfance ;

Alexandre Riou, secrétaire fédéral aux enjeux européens et internationaux (76) ;

Patrick Ratouchniak, secrétaire de section et adjoint au maire à Noisiel (77) ;

Thomas Honoré, secrétaire fédéral à l'Europe (63) ;

Lyes Bouhdida-Lasserre, secrétaire fédéral, adjoint au maire du 20e arrondissement de Paris ;

Francisco Roa Bastos (75) ;

Matthieu Hornung (FFE) ;

Odile Dupont-Roche (75) ;

Alain Nicolaidis (75) ;

Thomas Vaughan (31) ;

Emilien Bonnetain, secrétaire fédéral à l'Europe (71) ;

Pierre Auriel (75) ;

Sylvie Dariosecq (75) ;

Jean Blatz (FFE) ;

Aleksander Glogowski (75) ;

Catherine Lavenir (75) ;

Sylvie Fuster, secrétaire fédérale à l'Europe et l'international (75) ;

Leinka Benacin (75) ;

Nicolas Lete (75) ;

Michel Ottaway (75) ;

Jean-Pierre Gausson (75) ;

Vanessa Thomas (44) ;

Philippe Berrée, secrétaire fédéral à l'Europe (92) ;

Rita Julli, secrétaire fédérale aux droits des femmes (84).

Yannick Trigance, secrétaire national à l'Education et à l'Enseignement supérieur ;

Maxime Sauvage, 1er adjoint au maire du 20e arrondissement de Paris ;

Annie Faure (75) ;

Fabrice de Comarmond, secrétaire national à la Transition Numérique.